

*Les subsides*

Imaginons, si nous le pouvons, le cas de Sam, Indien salish vivant dans une petite réserve de l'île de Vancouver. Petite réserve parce qu'au XIXe siècle, des fonctionnaires ont décidé que les Indiens de la Colombie-Britannique n'avaient pas besoin de beaucoup de terres parce qu'ils vivaient de la pêche. Aujourd'hui, il faut qu'ils se débrouillent avec le même territoire minuscule bien que leur population ait grandement augmenté. Mais, entre-temps, leur droit de pêcher a été restreint, limité et réglementé par le même gouvernement qui leur a enlevé leurs terres au départ, en disant que les Indiens n'avaient pas besoin de beaucoup de terres parce qu'ils exploitaient la mer.

Sam songe à sa famille de quatre jeunes enfants et à d'autres familles de son village. Il songe à leur réserve toute minuscule et se demande quel sera son avenir et celui de ses enfants. Il songe à sa soeur, à son mari et à leurs enfants. Ils se sont installés en ville et ont beaucoup d'ennuis. Quand sa soeur vient leur rendre visite au village, elle craint que ses enfants ne comprennent pas leur culture aussi bien que leurs cousins. Sam sait qu'avant l'arrivée des colons européens, sa tribu était propriétaire de toute la région. Elle l'utilisait, la terre et la mer, pour répondre à ses besoins. Elle avait son propre régime de gouvernement avec ses lois et ses coutumes pour se préserver, veiller sur les membres les plus démunis de sa société, tenir et échanger des biens, faire des échanges commerciaux avec d'autres tribus, choisir ses chefs et ainsi de suite. Ils possédaient les terres et avaient le droit de se gouverner eux-mêmes. Sam sait qu'ils n'ont jamais vendu ces droits. Ils ne les ont jamais perdus dans une guerre. S'il y a le moindre de justice au Canada, ces droits devraient encore être intacts.

Sam pense à sa famille. Il promène son regard sur sa petite réserve surpeuplée, et il comprend ce que ses chefs veulent dire quand ils parlent des droits, des revendications territoriales et de l'autonomie politique des autochtones. Quand ils en parlent, les dirigeants autochtones parlent de Sam, de ses enfants et de leur avenir. Il sait qu'on ne peut revenir aux années 1850 quand les premiers immigrants se sont mis à arriver. Il sait que les habitants des villages voisins et les agriculteurs ont des droits eux aussi et que ces droits doivent être respectés. Il sait que même la chasse et la pêche ont changé. Il sait qu'il faut des règles et des règlements pour que tout le monde obtienne sa juste part. Puis il regarde sa petite réserve et songe aux milliers d'acres qui sont aux mains des compagnies forestières. Celles-ci ont eu le terrain pour quelques cents l'acre, ont pris le meilleur bois et, ce faisant, ont détruit les frayères, pour finalement vendre la propriété à une autre entreprise dont le siège social n'est même pas au Canada.

Sam songe que le ministère des Affaires indiennes a décidé de son sort pendant une très grande partie de sa vie. Il se rappelle comme on l'a enlevé à son foyer, à sa famille et à son village lorsqu'il était petit pour le mettre en pension dans une école où il n'était même pas autorisé à parler sa propre langue ni à adresser la parole à sa soeur parce que toute communication était interdite entre garçons et filles. Il devait passer la moitié de ses journées sur la ferme de l'école et l'instruction qu'il a acquise dans cet établissement ne se résumait pas à

grand-chose en réalité. Il pense au mal qu'il s'est donné à emprunter l'argent nécessaire pour partir une petite entreprise. Les banques ne voulaient rien entendre parce qu'il vivait sur une réserve indienne. Toutes les promesses de développement économique du gouvernement n'étaient rien d'autre que des paroles en l'air au bout du compte.

Sam sait que les Indiens doivent prendre leur destin en main pour le plus grand bien de ses enfants et de son peuple. Ces dernières années, il a fini par avoir de fort bonnes idées sur la façon de procéder. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent commencer par lui reconnaître certains droits. Des droits dont il a hérité comme on hérite d'une exploitation agricole, d'une maison ou d'une entreprise. Sam a des droits ancestraux. Il est presque temps que le gouvernement du Canada et celui de la Colombie-Britannique l'admettent. Il a des droits fonciers qui ne se limitent pas à la misérable parcelle que le gouvernement lui a laissée, à lui et aux siens. Il a des droits de chasse et de pêche bien plus étendus que les droits de chasse et de pêche des autres Canadiens.

● (1720)

Sam et son peuple ont le droit de se gouverner eux-mêmes au lieu d'être sous la coupe du ministère des Affaires indiennes, ce qui signifie qu'ils ont le droit de prendre des décisions primordiales sur l'éducation de leurs enfants, la façon de gérer leur budget de santé, la façon d'assurer le bien-être de leurs enfants, la façon de développer leur économie et la façon de conserver les stocks de poisson de la rivière qui traverse la réserve.

Au cours des 20 dernières années, Sam et son peuple sont devenus de plus en plus tributaires de l'aide financière des Affaires indiennes pour l'administration de leur bande et pour s'occuper du nombre croissant d'assistés sociaux. Sam fait preuve d'une attitude plutôt singulière face à cet argent. Il n'apprécie guère la façon dont il est distribué. Ce qui lui déplaît le plus, c'est l'influence des prestations d'aide sociale sur tant de gens. Cet argent semble avoir tué le sens de l'initiative, l'indépendance, la fierté et même la joie de vivre des autochtones.

Sam sait qu'autrefois, dans les périodes difficiles, les gens pouvaient s'occuper d'eux-mêmes. Ils pouvaient s'entraider. Sam veut ranimer cette attitude et l'esprit qui habitait alors son peuple. Rien ne fait rager Sam davantage que d'entendre des citoyens comparer les Indiens qui touchent des prestations d'aide sociale à des parasites de la société. C'est le système qui a fait de son peuple ce qu'il est aujourd'hui. Ils n'avaient pas décidé de vivre de l'aide sociale. C'est le système qui a volé leur terre, qui les a parqués dans une toute petite réserve sans autre base économique que la pêche et qui leur a ensuite enlevé le droit de pêcher. Les gens ont payé un prix terriblement élevé pour cette aide sociale et Sam n'a pas l'intention d'endurer la moindre sottise à ce sujet. Il sait que si la collectivité elle-même contrôlait l'argent dépensé en prestations d'aide, elle pourrait en faire un bien meilleur usage et en retirer beaucoup plus de bénéficiaires.